

Enbat

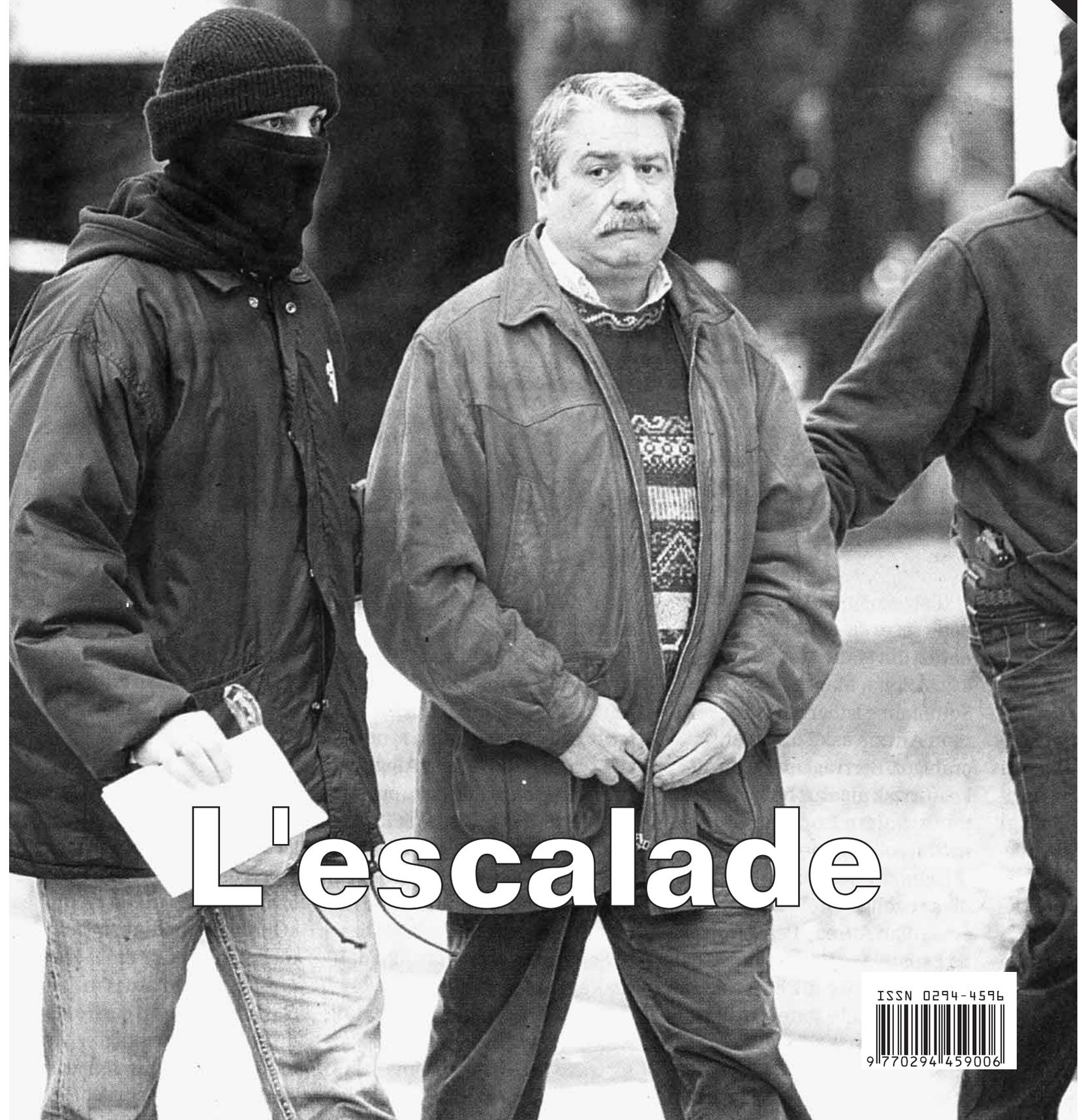
HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE

6 décembre 2007

N° 2006

1,22 €

**Attentat d'ETA
à Capbreton**



L'escalade

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



L'escalade

RENCONTRE fortuite : telle est la version officielle donnée par Alliot-Marie et Rubalcaba après la mort des gardes civils sous les balles des tireurs d'ETA samedi à Capbreton. La déclaration ne convainc personne. Reconnaître que les deux hommes étaient tombés dans un guet-apens eut été avouer implicitement la force d'une organisation capable de démasquer les policiers chargés du repérage et de la surveillance de ses membres, alors qu'on assurait que les nombreuses arrestations de ces derniers temps l'avaient durablement affaiblie. C'eut été avouer l'inefficacité des dispositifs policiers mis en place conjointement entre français et espagnols pour traquer les etarra.

L'attentat d'ETA appelle un double commentaire. Par cette action meurtrière, au lendemain même du début des arrestations des inculpés du procès 18/98, l'organisation a sans doute voulu montrer sa capacité à riposter rapidement aux attaques du gouvernement de Zapatero contre la gauche abertzale. Les circonstances, malheureusement, s'y prêtaient. La dérive politico-judiciaire en œuvre à Madrid est sans précédent dans un pays de l'Union européenne. Sur la forme d'abord : le gouvernement et les organes de presse ont eu connaissance des sentences prononcées dans le procès fleuve 18/98 dix jours avant qu'elles ne soient rendues et sans que les inculpés en soit informés. Depuis Berlin, Rubalcaba se félicite ouvertement de la dureté des sanctions qui dépassent les réquisitions du parquet. Sur le fond, ensuite : des dizaines d'années de prison sont prononcées contre 46 des 52 accusés dont le seul tort est d'appartenir à des organisations proches de la gauche abertzale. Certains parce qu'ils ont été membres du conseil d'administration ou journalistes d'Egin. D'autres parce qu'ils ont été adhérents éphémères d'une organisation politique aussitôt dissoute par les tribunaux. D'autres encore parce qu'ils ont été militants d'une association dont l'objectif était d'informer l'opinion internationale du conflit basque. Les autres, enfin, parce qu'ils géraient une fondation rassemblant des mouvements de la gauche abertzale de différentes sensibilités.

Au cours du procès qui aura duré un an et demi, ni le procureur ni l'accusation n'auront apporté la moindre preuve qu'Egin, Ekin, Xaki ou la fondation Joxemi Zumalabe avaient un lien avec ETA ou lui auraient apporté une aide quelconque. Plus étrange encore, aucun des 52 prévenus n'est poursuivi pour appartenance à organisation terroriste, ni même pour avoir aidé un membre d'ETA ou utilisé des armes. Le procureur lui-même a rejeté tous ces soupçons. Plus grave, on va jusqu'à poursuivre ceux qui prônent la désobéissance civique non

violente comme alternative à la stratégie mortifère d'ETA. Tous sont condamnés pour complicité avec ETA, sans en préciser la nature. Car on peut parier que le jugement ne fera que confirmer les termes sur lesquels est bâtie toute l'instruction de Garzon et qui ont été repris tout au long du procès : les accusés ont obéi aux ordres d'ETA, sans dire lesquels ni comment.

Voilà comment, après l'échec des négociations, le gouvernement de Zapatero, avec l'aide d'une justice instrumentalisée, compte mettre au pas la gauche abertzale proche de Batasuna. Voilà comment il parie sur une crispation accrue en Euskadi avec sa cohorte de réactions violentes, de kale borroka et d'attentats, avec comme objectif évident d'accentuer le cycle infernal action /répression qui lui permet, à la veille des élections, de rivaliser avec les néo-franquistes, en jouant sur les sentiments anti-basques d'une large fraction de l'opinion publique espagnole. L'attentat de Capbreton s'insère parfaitement dans ce schéma du pire.

Le deuxième constat, c'est que, samedi, un tabou vieux de cinquante ans a sauté : celui du refus stratégique d'attentats sur le sol français. A n'en pas douter, l'échec des négociations et l'inflexibilité du gouvernement de Zapatero qui se refuse à envoyer le moindre signe de détente, ont conduit l'organisation armée à un saut stratégique marquant. Le message est clair : les policiers espagnols ne seront à l'abri ni dans la péninsule ni en dehors.

L'escalade a débuté. Et le soutien de toute une frange de la jeunesse radicale ne fera pas défaut à l'organisation armée. Car la mise hors-la-loi de Batasuna et les incarcérations successives de ses dirigeants, le sort promis par Rubalcaba au lendemain de la rupture de la trêve à 200 militants de la mouvance Batasuna et les procès en cascade qui s'en suivront, les invraisemblables condamnations de la semaine dernière contre les 46 prévenus, connues avant d'être prononcées, les procès à venir contre les vingt jeunes de Segi incarcérés depuis des mois ou contre les dirigeants d'Egunkaria, le refus d'élargir les preso libérables, bref cette stratégie de la confrontation, méthodiquement mise en œuvre par Zapatero, en contradiction flagrante avec les principes fondamentaux de l'Etat de droit qu'il invoque à tout bout de champ, ne feront que conduire à une radicalisation accrue d'une partie de la mouvance Batasuna.

Tous ceux qui appellent de leurs vœux la fin de la lutte armée et une sortie négociée du conflit ne peuvent qu'être atterrés par la tournure des événements. Les espoirs de règlement s'éloignent, laissant place à encore plus de haine et de souffrance. La colombe a fui, les faucons volent au-dessus d'Euskal Herria.

Guk euskaraz, zuk zergatik ez ?

BERDIN Urko-ren kantuari lotzeko titulu hau hobe da hola irakurtzea: «Guuuuk euskaraaaaaz, zuuuuuk zergatik eeeeez?». Molde hortan segidan irakurleak ikusten du kantu arrakastatsuz ari girela.

Kontuan hartuz, kantu baten arrakastak batzutan haren mezuak eramaiten dituen gogoetak ahantzazten dituela, goazen bizpahiru gogoeta egitera «guk», «euskaraz», «zuk», «zergatik ez»-i buruz!

«Guk» horren barnean, Iparraldearen kasuan, ezin dugu sartu jendartearen %25 baino gehiago. Azken estatistikek hemen gaindi diren euskaldunen mundua zenbaki hortara

doi doia heltzen dela diote eta. Jakinez euskaldunek ere ingurumen erdaldunean (saltegietan, administrazioekilako harremanetan, enpresetan, gune publikoetan, etab.) «ezezagunekin» lehen hitzak ere frantsesez ateratzen ditugula... %25 zenbaki hori birtuala iduritzen zaigu eta ondorioz euskaldunen mundua oraino ttipiago edo mugatuago. Alta teorikoki «ezezagunen» laurdena euskalduna da!

«Euskaraz» aritzea ahal bezain bat jende ezberdinekin, gune eta momento ezberdinetan! Edo, euskaraz aritzea plazerrekin gau eta egun! Ongi pentsatuta, zer ametsa! Hori dute pixka bat jastatzen Seaskako 2 200 inguru ikaslek, murgiltze sistemari esker euskaraz eta euskararekin biziz!

(Segida azken orrialdean)



... du jeu courageux de Garry Kasparov sur l'échiquier politique russe. Menant une partie plus que difficile contre la dictature de Poutine qui lui vaut arrestations et détours par la case prison, Garry sait qu'il lui faudra sacrifier beaucoup de pions avant de mettre le dictateur échec et mat.

... et attristé de l'errance de l'écrivaine Bangladeshi Taslima Nasreen réfugiée en Inde et pourchassée de ville en ville par les fondamentalistes musulmans qui veulent la lapider pour ses écrits jugés blasphématoires. Obscurantistes sans doute, mais assez clairvoyants pour viser la tête.

... de l'annonce des mirobolants contrats nucléaires et aéronautiques signés par Sarkozy au cours de son voyage en Chine. Pékin ne signant jamais un contrat à perte, au final et comme toujours, c'est le contribuable hexagonal qui financera ces soi-disant ventes. C'est bien connu, les Chinois n'aiment pas qu'on les mène à la baguette.

... que l'Empire du Milieu soit devenu le deuxième détenteur de l'énorme dette publique des USA avec une créance de 350 milliards de dollars, juste derrière celui du Soleil Levant (450 milliards). Lorsque viendra l'heure de payer, les contribuables américains risquent de rire jaune.

... du peu d'empressement des opposants de Hiriburru à présenter une liste contre le maire sortant Alain Iriart. Face au champion du bil eta garbi, ils ont peur d'être nettoyés.

... que Josu Jon Imaz, ci-devant président du PNV, rejoigne pour un an la prestigieuse université américaine d'Harvard. Balthazar Garzon avait, il y a deux ans, pris un congé sabbatique pour faire de même, mais avait dû revenir au bout de quelques mois, incapable qu'il était d'aligner deux mots d'anglais. Balthazar casse du basque à tour de bras mais ne cassera jamais trois pattes à un canard anglais.

Pétrole, risque, pollution et homogénéité des décisions

La gestion de la rive droite de l'Adour, en aval de Bayonne, est complexe. Le terrain appartient au département des Landes et elle se trouve en partie sur la municipalité de Tarnos. Le port de Bayonne appartenait à l'Etat, il appartient à la région et c'est la CCI de Bayonne-Pays Basque qui, pour peu de temps encore, en a la concession. Cette dernière sera soumise à un appel d'offre, dont les résultats peuvent être, soit en concédant la gestion à des groupes technico-financiers de type Vinci, Suez, soit autre. Mais ce n'est pas ici le propos.



Depuis 70 ans, la Raffinerie du Midi stockait des produits pétroliers qu'elle diffusait aux grandes surfaces et à quelques autres postes d'essence de la région. Comme tout site industriel cette raffinerie était surveillée spécifiquement par la Préfecture (via les inspecteurs de la DRIRE). Je suppose que le rythme de visite était annuel, avec une série de modifications et mises aux normes qu'il

Pantxo Bimboire

fallait réaliser ou entreprendre pour la prochaine visite. L'Etat n'est ni avare ni timide sur le chapitre de la production des normes. Je vis personnellement ce type de réalité dans l'entreprise dans laquelle je travaille, et, s'il fallait rentrer dans des précisions pour étayer mes dires, l'article limité que j'ai du mal à remplir tous les mois serait «un rien trop court». Mais cela aussi est une autre histoire. Tous les ans, cette société investissait quelques euros (avec quelques zéros avant la virgule, comme on dit). Le coût des dernières modifications à faire avoisinait les 5 millions d'euros. La raffinerie a jeté l'éponge. Ils ferment le site, dès à présent.

Quelles en sont les conséquences?

Une perte financière pour le gestionnaire du port de Bayonne, pour l'année 2008. Car l'arrivée des produits se faisait par la mer et l'Adour. Une sécurité plus grande pour les habitants de la zone, sans doute, mais nous n'avons pas eu sous les yeux le rapport complet mettant en exergue les modifications demandées ni les risques présentés. Le maire de Tarnos avait, paraît-il, évoqué une «bombe à retardement»... Est-ce que, pour autant, les grandes surfaces et autres postes d'essence ne seront plus livrés? Non, bien sûr. Comment donc se fera cet approvisionnement? En direct et par camions citernes. Combien de camions? 40.000/an qui, paraît-il, traverseront une partie de l'Aquitaine pour venir.

Cela vraiment ne semble pas une bonne solution, du point de vue risque pour la population. L'analyse du risque a-t-elle été faite de façon complète? Je ne suis pas apte à répondre à cette question, mais je demande à qui possède des données de me les communiquer, cela pourra faire avancer le débat.

Néanmoins, comment ne pas se souvenir de la synthèse de l'atelier n° 1 du Grenelle :

- 1) créer un observatoire des transports pour établir une méthodologie partagée, etc.
- 2) réaliser un schéma national des nouvelles infrastructures de transport (routes, voies ferrées, aéroports, transport combiné...) et évaluer une programmation régionale des infrastructures de transport.
- 3) déclarer d'intérêt général pour la société, au niveau législatif, la promotion et l'utilisation des modes fluvial, ferroviaire et cabotage maritime, afin d'augmenter le fret non routier de 14% aujourd'hui à 25% dans 15 ans. Comment ne pas évoquer la synthèse de l'atelier n° 3 : «réduire significativement les rejets polluants dans tous les milieux, réduire les inégalités face au bruit», ou celle de l'atelier n° 6 : «revoir les valeurs des différentes externalités (pollution, effet de serre, congestion...) utilisées dans les calculs de rentabilité socioéconomique, mettre un péage kilométrage poids lourds sur le réseau routier national non concédé, mieux former et motiver les acheteurs publics à l'achat éco-responsable et mieux former les agents publics à l'éco-utilisation».

La deuxième partie de cette chronique sera publiée dans le prochain numéro.

COURRIER

Jo,
Tu devrais relire ton courrier avec un minimum d'autocritique. Peut-être as-tu tes origines dans cette «bourgeoisie flamande qui s'exprimait volontairement en français» comme tu la décris? Connais-tu un peu l'histoire de cet Etat tampon, érigé en 1830, et pour lequel on a fait immigrer un roi d'origine Saksen-Coburg? As-tu déjà visité l'intérieur de notre «tour de paix» de Diksmuide (et non Dixmude), avec ses 22 étages qui abritent l'un des plus imposants musées de la paix du monde? As-tu lu le message sculpté à l'extérieur de la tour en quatre langues et ouvert aux quatre vents : «plus jamais la guerre – no more war – nie mehr krieg – nooit meer oorlog»? Sais-tu que c'est là qu'en 1973, les Basques, encore sous le joug du franquisme, ont été nos invités d'honneur, lors de notre Aberri Eguna, sous la devise «Paix, liberté, tolérance»? Tu as peut-être participé, le 18 novembre dernier à

Bruxelles, à la manif de ces quelques milliers de belgicistes, derniers nostalgiques de cet Etat artificiel composé de deux cultures totalement différentes et devenu ingouvernable. Moi je suis un abertzale flamand, fier de ma langue maternelle, qui est l'expression de mon identité, et non un de ces flamands aliénés, pleins de préjugés.

Je vis au Pays Basque et j'ai appris l'euskara. Tu t'interroges : «comment le père Dokx (mon nom est Docx) peut-il continuer à mettre erreurs et dissensions dans le cœur des gens en mentant?». J'aimerais t'aider à réfléchir sur ce beau dicton flamand : «wat je een ander verwijt, dat ben je zelf» que je traduis littéralement «ce que tu reproches à l'autre, tu l'es toi-même».

Ton jugement, Jo, n'est-il pas un peu trop hâtif? Puis-je t'inviter à méditer un moment sur la parole de Jésus dans l'évangile de Matthieu, 7, 1-5?

Bihotzez, **Ludo Docx**.

Manifestation pour l'autonomie du 15 décembre pourquoi AB n'appelle pas



Suite à l'appel à manifester le 15 décembre impulsé par Batasuna, la coordination et le secrétariat d'AB ont décidé de diffuser leurs réflexions. Ce texte a pour but d'offrir des éléments d'analyse aux militant-e-s d'AB et plus généralement à tous les abertzale. Éviter toute polémique stérile, faire part clairement de notre positionnement mais aussi engager le débat politique : voilà la raison d'être de ce texte.

Avant de poursuivre, il faut préciser, car la confusion règne à ce sujet, cette manifestation n'a rien à voir avec le forum sur l'autonomie organisé par le collectif Autonomia eraiki les 26 et 27 octobre dernier. Le collectif n'est pas non plus lié à l'organisation de la manifestation. Constatons qu'une fois de plus la forme de l'appel à la manif (un groupe de personnes), habituel pour Batasuna, rajoute à la confusion.

Cette manifestation entre dans le développement de la stratégie politique de Batasuna présentée le 27 janvier 2007 lors du meeting d'Uztaritze, explicitée dans la brochure Autonomia et que le mouvement a présenté directement à AB à l'occasion de plusieurs réunions bilatérales. Elle fait partie d'une campagne permanente pour l'autonomie que ce mouvement a annoncée dans le compte-rendu de sa dernière AG.

Pour Batasuna la revendication de

deux cadres autonomiques, l'un au Sud et l'autre au Nord correspond dans la phase politique actuelle au cadre démocratique minimum pour dépasser le conflit politique. En Iparralde, Batasuna considère que la phase Batera est épuisée et n'est plus porteuse de potentialité. Par ce biais Batasuna cherche aussi évidemment, ce qui en soi n'est pas illégitime, à accroître son leadership et affermir son espace politique en Pays Basque Nord. Le premier pas consiste à organiser cette mobilisation du 15 décembre.

AB n'a pas la même analyse de la situation :

Pour AB la dynamique de Batera, qui se concentre aujourd'hui sur la demande d'une consultation, n'est pas encore épuisée. Preuve en est la centralité du sujet lors de législatives et les prises de position de nombreux candidat-e-s.

C'est aux secteurs et structures qui ont impulsé Batera de définir les débouchés et l'avenir de cette démarche comme c'est le cas depuis le début. Au sein d'AB, les avis ne sont pas toujours unanimes sur Batera, mais de nombreux militant-e-s d'AB sont impliqué-e-s dans cette dynamique, qui n'est pas achevée. AB a pris un engagement fort à soutenir et respecter cette démarche.

Il convient donc d'éviter de la marginaliser par des initiatives trop concurrentes (des mobilisations sur la question institutionnelle notamment). AB avait décidé depuis 1996 de faire de la reconnaissance territoriale et institutionnelle d'Iparralde une campagne permanente. AB avait aussi choisi depuis 1999 de favoriser le re-

groupement de tous les secteurs favorables à cette reconnaissance autant que faire se peut, plutôt que de mener le combat en son nom. Cette décision n'a pas à ce jour été remise en cause.

Le débat stratégique sur la phase politique à venir de l'AG prévu en avril 2008 sera l'occasion de réexaminer toutes ces questions comme par exemple la possibilité d'engager des mobilisations sur une autre revendication institutionnelle

Cela n'empêche pas AB de réfléchir depuis sa création à une revendication institutionnelle spécifique aux abertzale, et d'avancer dans sa définition, seule (en 2002, vote en AG sur un statut de collectivité territoriale autonome) ou avec d'autres (en 2004, acceptation d'une institution aux larges compétences, fruit du travail de la commission institution regroupant des militant-e-s abertzale de diverses tendances).

A chaque rendez-vous électoral ou Aberri Eguna, AB a porté la revendication d'une institution spécifique pour le Pays Basque Nord, d'un niveau supérieur à celui du département. Dans le même esprit, AB a répondu positivement à l'invitation du collectif Autonomia Eraiki car elle se veut travail d'approfondissement du concept d'autonomie et démarche pédagogique de conscientisation à l'adresse de toutes et de tous. C'est pour cela qu'AB a signé la motion en direction de la commission Balladur.

Aujourd'hui ce qui est le plus important pour AB c'est la clarté et la lisibilité de la stratégie en faveur de la reconnaissance du Pays Basque Nord et l'efficacité de ce combat, en

ce qu'il peut regrouper toutes les forces possibles et concerner une large partie de la population au delà des abertzale.

La décision unilatérale de Batasuna d'avancer sa propre proposition en janvier dernier nous semble à cet égard un pas en arrière.

Entamer aujourd'hui un cycle de mobilisations, uniquement porté par des abertzale sur le thème de l'autonomie, accroît la confusion ;

nous paraît, à la veille des élections cantonales, être moins porteur de potentialités (et notamment de contradictions aiguës pour la classe politique locale et l'Etat français) que la demande de 14 % des habitant-e-s de ce pays à être consultés sur leur avenir institutionnel ;

représente selon AB, un obstacle pour développer un argumentaire commun, lisible et compréhensible par toutes et tous les habitants du Pays Basque

Enfin cette mobilisation se situe juste au moment où re-démarre le travail de la coalition Euskal Herria Bai. Alors que les abertzale de gauche de toutes tendances sont appelés à travailler ensemble, il y a un risque d'accentuer les tensions entre eux, les anathèmes et la caricature des positions étant trop souvent monnaie courante. Il faudra donc que chacun fasse preuve de bons sens pour préserver la coalition, l'ambiance de travail militante et l'élan nécessaire pour confirmer le bon résultat de juin dernier.

En conséquence de tout ce qui précède, AB trouve inopportune la mobilisation du 15 décembre prochain et n'appelle pas à y participer.

Première victime d'ETA en France

L'ÉVÉNEMENT tragique du 1^{er} décembre a submergé toute autre actualité : ETA a commis sa première agression mortelle en France. Sur un parking d'un centre commercial de Capbreton (Landes), des coups de feu ont éclaté vers 9h30 du matin. Dans une voiture, deux hommes inanimés couverts de sang. En fuite, dans un véhicule volé, deux hommes et une femme. Les fuyards : un commando d'ETA.

Les victimes, un mort et un blessé grave: deux gardes civils en tenue de ville. Le blessé, opéré à Bayonne, est dans le coma. Il s'agit de Raul Centeno, 26 ans, mort sur le coup, et de Fernando Trape-ro, 24 ans, «en mission de surveillance» dans une voiture du ministère de l'Intérieur français. On ne sait pas avec précision ce qui s'est passé. Les militant-e-s d'ETA ont tiré sur ces deux hommes officielle-



Les ministres de l'Intérieur français et espagnol à Capbreton

ment sans arme. Ils ont abandonné leur moyen de transport dans un village des Landes pour s'emparer de la voiture d'une jeune femme. Celle-ci a été placée dans le coffre et libérée, attachée à un arbre au village girondin de Saucats. Puis on perd la trace des fugitifs.

Dans la journée, les ministres de l'Intérieur français et espagnol, Michèle Alliot-Marie et Alfredo Perez Rubalcaba, se sont rendus à Capbreton et ont donné une conférence de presse conjointe. A Madrid, le leader du PP, Mariano Rajoy, et le chef de l'exécutif, Jose Luis Rodriguez Zapatero, ont exprimé leur accord pour «déclarer la guerre au terrorisme». Des manifestations sont prévues lundi 3 décembre et mardi 4 à travers toute l'Espagne. ETA, inaudible depuis des semaines, est revenu au centre de la politique espagnole, occultant tout le reste.

Département Pays Basque Statut d'Autonomie



Binôme stratégique Département Pays Basque / Zazpiak Bat :

"Terriblement mobilisateur pour le camp abertzale et pour la société toute entière ,

et, terriblement destabilisateur pour l'Etat français et ses relais locaux, secoués de contradictions et ne sachant plus comment répondre à cette double offensive institutionnelle."

Dans les années 70-80, la revendication d'un Statut d'Autonomie pour Iparralde fut portée par la mouvance Iparretarrak comme débouché politique de la dynamique de lutte armée menée par cette organisation contre l'Etat français et ses relais locaux. Cette revendication, si elle avait été satisfaite, aurait non seulement changé beaucoup de choses en Iparralde, mais aurait carrément changé la nature même de l'Etat français : il aurait délégué des compétences législatives à une partie spécifique de son territoire métropolitain. C'était une revendication de haut niveau, de portée stratégique (même si pour la gauche indépendantiste de l'époque, elle était formulée comme une revendication tactique).

Elle était cohérente avec la pratique armée d'Iparretarrak. On ne pose pas des bombes, on ne risque pas sa vie pour demander une Convention spécifique ou un Conseil de développement.

▼

*"Hautua ez da
Euskal Departamendua
eta Autonomia Esatusaren artekoa
baizik eta bi elementu horiek
ordezkatzten dituzten
estrategia ezberdinen artekoa"*

D'un autre côté, on ne peut imaginer obtenir de l'Etat français une réforme de cette immense ampleur sans en passer par le rapport de force violent.

L'Etat français a en effet cela de spécifique qu'il reste assez sourd aux diverses revendications, tant qu'elles ne génèrent pas de crise profonde, de confrontation radicale.

Les exemples corses ou kanaks sont là pour vérifier cette triste réalité tant de fois à l'oeuvre dans la manière dont il gère ses rapports avec le mouvement social et syndical, ses banlieues, ses paysans ou ses pêcheurs, etc.



La stratégie département Pays Basque / Zazpiak Bat :

Dans les années 90, la stratégie

Autonomia-IK ayant porté ses fruits (en terme d'acquis militants, de prises de conscience, de résultats indirects obtenus) et touché ses limites (son coût humain, l'adaptation de l'Etat et de son appareil répressif, la décrue de la mobilisation militante, le manque de nouvelles perspectives...), la dynamique armée a laissé place à une stratégie purement politique et publique qui s'est peu à peu mise en place entre la fin des années 90 et le début des années 2000.

A son point culminant de 1998-1999, cette stratégie a combiné dans le même temps une revendication tactique (que les abertzale partageaient avec les autres sensibilités de la société d'Iparralde) -le département Pays Basque- et une revendication stratégique (que les abertzale d'Iparralde travaillaient avec les abertzale d'Hegoalde) que l'on appelait *la construction nationale, ou le Zazpiak bat*, et dont le premier pas concret était la naissance d'Udalbiltza.

Binôme stratégique

Ce binôme stratégique se révéla terriblement mobilisateur pour le camp abertzale et pour la société toute entière et terriblement destabilisateur pour l'Etat français et ses relais locaux, secoués de contradictions et ne sachant plus comment répondre à cette double offensive institutionnelle.

La trêve de Lizarra-Garazi venait à la fois rendre possible toutes ces dynamiques d'alliances (entre abertzale, et entre abertzale et autres sensibilités de la société), et permettait de changer la légitimité

de camp : ce n'était plus les abertzale qui étaient criminalisés du fait de la lutte armée, mais l'Etat français qui était montré du doigt pour son intransigeance face à la demande démocratique, non-violente et majoritaire d'une existence institutionnelle pour Iparralde.



""Euskal Departamendua / Zazpiak Bat""

Estrategia:

Binomio estrategiko hori zinez mobilizatzailea agertu zen abertzale mugimenduarentzat, aldiz izigarri galarazlea Frantses Estatuarentzat."

Le développement d'Udalbiltza comme référent institutionnel pouvant répondre à cette soif d'existence d'Iparralde venait menacer dangereusement l'Etat français s'il persistait dans son immobilisme.

Rapport de force abertzale/Etat français

Je pense sincèrement que jamais le rapport de force des abertzale face à l'Etat français n'a été aussi fort qu'à cette période là, et que nous n'étions alors pas loin de faire céder l'Etat quand à la revendication d'existence institutionnelle pour Iparralde.

La rupture de la trêve et du processus de Lizarra-Garazi en décembre 1999, l'éclatement consécutif d'Udalbiltza, la division provoquée dans la gauche abertzale d'Iparralde, sont hélas intervenus et ont immédiatement modifié le rapport de force en faveur de l'Etat et du Statu quo institutionnel.

Nombreux acquis

Malgré la non obtention d'une institution pour Iparralde, les acquis de cette

stratégie ont été et sont nombreux : rupture du mur entre abertzale et autres forces politiques, création de ponts et de réseaux inimaginables jusqu'alors, formation d'une génération de militants, obtention de nombreux acquis sectoriels (notamment sur l'euskara...), popularisation de la notion d'institution pour Iparralde et désormais -avec la campagne des 46 000 signatures- du droit de sa population à être consultée sur son avenir institutionnel, naissance de la plateforme Batera, création des conditions qui ont permis la naissance et le développement de Laborantza Ganbara.

Réflexions et débats

Aujourd'hui les militant(e)s qui continuent à travailler au sein de cette stratégie réfléchissent et débattent :

√ sur la manière de reconstruire les conditions du rapport de forces suffisant et nécessaire pour arracher via le département Pays Basque cette première existence institutionnelle pour Iparralde

√ sur la revendication stratégique du Zazpiak bat, qui est le corollaire indispensable de la revendication tactique du département Pays Basque et qui est une des conditions sine qua non du rapport de forces en question.



""Euskal Departamendua / Zazpiak Bat""

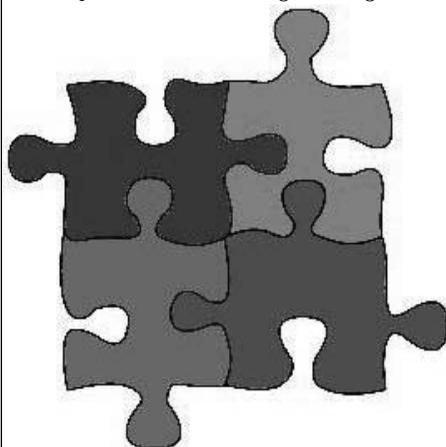
Estrategia:

Sekulan ez da abertzaleen indarra frantses estatuarekin duten indar harremanan Lizarra Garaziko garaian bezainbat handia izan."

La stratégie Autonomia :

D'autres ont décidé d'abandonner cette vision stratégique, qui a porté ses fruits et qui continue à le faire, pour renouer avec la stratégie des années 70-80, mais dans un contexte radicalement différent : les conditions socio-politiques pour une dynamique politico-militaire sont loin d'être ce qu'elles étaient à l'époque.

L'alternative proposée serait donc celle d'un rapport de force militant déterminé, abertzalo-abertzale, ayant pour perspective stratégique l'obtention d'un Statut d'Autonomie pour Iparralde.



Binôme stratégique : "Une revendication tactique (que les abertzale partageaient avec les autres sensibilités de la société d'Iparralde) -le département Pays Basque- et une revendication stratégique (que les abertzale d'Iparralde travaillaient avec les abertzale d'Hegoalde) que l'on appelait la construction nationale, ou le Zazpiak bat, et dont le premier pas concret était la naissance d'Udalbiltza."

Vu ce que cela suppose comme changement dans la nature de l'Etat français (bouleversements constitutionnels mais également et surtout modification en profondeur du corpus idéologique), cette perspective se mesure en nombreuses décennies, un horizon d'une cinquantaine d'années.

Je ne cautionnerai pas ce choix pour deux raisons principales :

❶ Il me semble tenir d'avantage d'une fuite en avant que d'une analyse froide des rapports de forces et d'une lecture politique du combat qui nous oppose à l'Etat français. Nous n'avons pas le rapport de force suffisant pour arracher un département Pays Basque ? Alors nous allons à commencer à demander dix fois plus et on va voir ce qu'on va voir... En fait, on abandonne le front réel, là où se joue vraiment le bras-de-fer avec l'Etat pour se réfugier dans un théâtre d'affrontement symbolique, de radicalité jouée.

A mes yeux, elle ne suscitera aucune contradiction dans le camp ennemi, elle ne déstabilisera en aucune manière l'Etat français, bien au contraire. Par contre, elle sera lourde en termes de coûts et de sacrifices humains, et d'énergie militante investie.

❷ Cela me paraît constituer une véritable régression stratégique et idéologique : le choix n'est pas entre département Pays Basque et statut d'autonomie (l'une étant une revendication tactique et l'autre une revendication stratégique, elles ne correspondent pas aux mêmes fonctions, aux mêmes temps, aux mêmes perspectives) mais entre les deux stratégies dont elles sont des éléments constitutifs.

Le choix est entre la perspective stratégique -dans les disons cinquante prochaines années- d'un bras de fer, d'un duel entre les abertzale et l'Etat français, ou dans la perspective stratégique d'un combat du Pays Basque pour obtenir de l'Europe un statut de nation à part entière. Vu comment l'Europe se construit, cette dernière perspective n'est pas plus évidente ou proche dans le temps que la première, mais elle me semble beaucoup plus enthousiasmante, permet dès aujourd'hui des alliances beaucoup plus larges que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Pays Basque et peut se défendre par des voies beaucoup plus efficaces et intéressantes que celles que supposera la stratégie Autonomia.

Si l'on peut évoquer tout et son contraire au niveau des discours, ces deux voies s'excluent de fait dans la pratique.

Il faudra bien investir ses efforts, son énergie et son temps dans l'une ou dans l'autre.

A chaque abertzale individuellement revient aujourd'hui la responsabilité d'indiquer par les mots d'ordre et les rendez-vous qu'il renforce de sa présence la voie stratégique qu'il appelle de ses vœux pour les années à venir en Iparralde. □

PS :



Le débat sur la stratégie abertzale est souvent d'une grande complexité.

Il nécessite un vrai travail de réflexion et de discussions de fond, un minimum de mémoire historique en même temps qu'un exercice de vision à moyen et long terme.

Il exige d'avoir un minimum d'idées claires sur les natures et fonctions de différents concepts comme la stratégie et la tactique. Faute de quoi on peut vite se faire avoir par des apparences trompeuses ou de fausses perspectives stratégiques.

A ce sujet, une formation à absolument recommander à tous ceux qui veulent mieux comprendre les dimensions stratégiques et tactiques d'un combat qu'il soit abertzale, social ou politique sera assurée par Philippe Corcuff, sociologue et intellectuel politique de grande qualité, le samedi 2 février prochain.

Il s'agira d'une formation spéciale, qui aura lieu toute la journée (jusqu'à 18h00) à la Fondation Manu Robles-Arangiz à Bayonne.

Tous(tes) ceux qui le peuvent sont vivement invités à réserver leur place dès maintenant, c'est vraiment le genre de journée à ne pas rater, et qui apporte beaucoup dans le parcours d'un(e) militant(e). □

Euskara, jalgi hadi plazara...

Kiskil

Goiz batez lanera abian nintzela harritan gelditu naiz ikusi dudalarik herri sartzetan diren bide-seinaleak ezabatutak izan zirela!

Ene lehen gogoeta zergatik bi hizkuntzetan diren bide-seinale horiek ezabatu? Nor dira hori egin dutenak?

Gure aurka diren batzuk! Kaka nahasteko eta herritarrek erran dezaten "*To ikusi euskara nahi die enbata zikin horiek, euskara behar zela ta badutelarik ez dituk kontent!*" Euskaltzaleak borrokatu ziren bide-seinale horiek frantses hutsean zirelarik! Orduan bazen borrokatzeko zer egina, boterean zirenek ez baitzuten onartzen euskarak ere izan zedin bere lekua. Zenbaitzuk auzian ezarriak izan zirelarik. Gaur egun aitzinamendu bat izan da, Herriko Etxeek eta instituzio batzuk onartzen baitute euskarak izan dezan behar duen lekua. Hori guziak direla eta ez dut minuta bat pentsatzen ahal euskaltzale batzuek holako zerbait egin dutenik! Gainera aldarrikapenik ez izanez, segur euskararen aurkariak direla!

Borroka ez da segur irabazia! Badugu lan! Zerbitsu publiko guziak frantses hutsean, ez dute onartu nahi euskara hor dagoe-la eta herritar batzuk eskubidea dutela hizkuntz horren erabiltzeko.

DEMO taldea hasi zen franko plantan aldarrikapen horren ekartzen. Baina betikoa, boterean direnek boterea izanez, justiziaz arduratzen diren epaile horiek alimaleko isun batzuk ezarri zituzten, ukatuz hizkuntza bat zegoela hemen, desobediencia talde hau izorratu nahiz!! SNCF, Posta, Zerga Etxea... bezalako egitura batzuen aurka borrokatzeko bada lan!! Bide-seinaleen borroka eramana izan zen bezala, zerbitsu publikoetan euskara erabilia izan dadin denen artean bilduz, irabazteko parada bada!!

Euskararen kontra direnek nahi badute tzarkeriaz segitu kaka nahasten, eta bide-seinaleak ezabatzen, segi dezatela!

Euskarari atxikiak direnek badakite non diren borrokatzeko arloak, zer aitzinamendu izan den eta zer den egiteko.

Etxeparek zion bezala euskara jalgi hadi plazara!

Euskara jalgi hadi mundu guzira!

La visite de la fanfare

Possibilités d'un dialogue entre les cultures

France/Israël - 2007 - 1h30 en VO - Réalisé par Eran Kolirin, avec Ronit Elkabetz, Sasson Gabai, Saleh Bakri, Khalifa Natour...

Festival de Cannes 2007 - Prix de la critique Internationale, Prix de la Jeunesse, Coup de Coeur d'Un Certain Regard



Egun batez, duela ez hain aspaldi, egiptoko poliziaren txaranga ttipi bat Israëlera etorri zen. Harat etorri zen arabiar kultur gune baten hasiera zereomonian jotzeko.

Baina, burokraziaren gatik, zorte eskasa gatik, edo berdin beste arrazoin baten gatik, nehor ez zen etorri haien bila aeroportura.

Orduan entseatu ziren beren baitarik moldatzera. Horrela ziren israeldar

basamortuko herri galdu bezain ahan-tzi batera heldu.

Musikari talde galdu bat... herri galdu batean. Gutti pertsona hortaz gogoratzen dira, historia honek garrantzi ttipikoa zirudien eta.

Alta, filma hori, humanismo eta poesia altxor bat da.

Ia nehor ezagutzen ez dituen aktore batzuk dute bizi arazten. Aktore haie-tan bat bakarrik da fama duna: Ronit

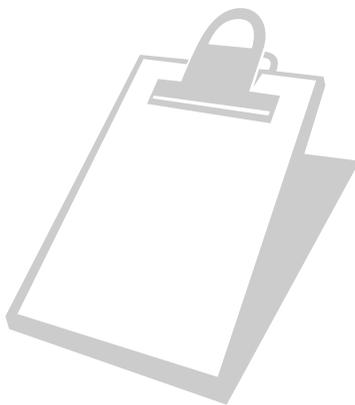
Elkabetz umoretsu eta ikaragarria (*Mariage tardif, Prendre Femme*-etan parte hartu duena).

Jacques Tatiri pentsatzen dugu edo Aki Kaurismakiri bere plano zuzenekin, doi bat absurdo den umorearekin (pate-nalekuko eszena adibiderik bikaina da) eta detaile ttipieneri lotzen den goxotasun edo samurtasunarekin.

Iduriz deuse, filma ez bada ere mezu politiko iraultzailea, sendi arazten ditu kulturen artean izaiten ahal diren elkar-rizketak, gauza ttipi eta baitezpadakoen partekatze gogo: bakartasuna, musika, desira eta goxotasun pixka bat mundu basati honetan.

Segurki loriatuak izanen zirezte, zerna-hi sari lortuz mundu osoko festibalen itzulia egin duen ixtorio dekalatu honekin. □

L'Agenda de la Fondation



CYCLE DE FORMATION :

Cycle Découvrir l'Histoire du Pays Basque

Sessions gratuites de deux à trois heures maximum, inscriptions et renseignements au 06 14 99 58 79 ou à ipar@mrafundazioa.org

Vendredi 7 décembre à 19h30

De la préhistoire au Moyen Age, avec **Philippe Mayté**

De la préhistoire à la fin de la romanisation: il s'agit de traiter d'une vaste période où se met en place une civilisation basque pastorale puis agro-pastorale, fondée sur une unité linguistique (permettant d'ailleurs de traiter de la question des origines de ce peuple) et les premiers échanges culturels avec les autres civilisations traversant les Pyrénées ou s'y installant temporairement.

Samedi 8 décembre à 14h30

Le Royaume de Navarre, avec **Antton Curutcharry**

Le Royaume de Navarre : c'est le point central et emblématique d'une période englobant le Moyen-âge et les débuts de l'époque moderne (c'est-à-dire jusqu'à l'Édit d'union de 1620; mais les limites peuvent être fixées autrement).

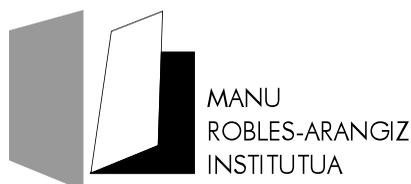
Sessions de formation sur Iparralde en Hegoalde :

Jeudi 22 novembre dernier, la Fondation Manu Robles-Arangiz organisait une conférence avec **Bixente Vrignon** sur l'Histoire des

débuts du mouvement abertzale en Iparralde au local d'ELA à Donosti.

Le **jeudi 13 décembre**, ce sera le tour de **Xabier Itzaina** d'animer une autre session de formation de la Fondation MRA, cette fois ci au local d'ELA à Bilbao sur le thème "*Hiritartasuna, gizarte zibila eta mobilizazio kolektiboa Iparraldean*"

Conférence-débat contradictoire :



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Fernando Iraeta
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Aldaren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



CDHPB, AB, Batasuna, EA, PNV, LCR dénoncent arrestations arbitraires, dispersion et isolement

Le lundi 26 novembre les représentants de AB, Batasuna, EA, PNV et LCR ont tenu une conférence de presse commune avec le Comité des droits de l'homme en Pays Basque (CDHPB) pour dénoncer les arrestations de ces derniers mois. Rappelant l'embastillement des membres du bureau de Batasuna et les arrestations du 24 septembre en Labourd et Basse Navarre, Koko Aberberri, au nom du CDHPB, ouvrait la conférence pour, dit-il, «*informer l'opinion publique afin qu'elle se réveille, se mobilise et fasse entendre sa protestation*».

Jean Claude Agerre, membre du bureau de Batasuna, lui-même arrêté dans la rafle de Segura, le 4 octobre et relâché sous caution le lendemain, dénonçait la collusion des Etats français et espagnol qui «*en dépit de modes opératoires différents, portent atteinte à la démocratie*». «*Ce pays n'a pas de possibilité de vivre*» ajoutait-il en référence aux opérations policières qui illustrent l'état actuel du Pays Basque.

Aitor Arandia, représentant le PNV, soulignait «*la politisation de la justice*» en indiquant qu'«*il n'y aura pas*

de solution en dehors des négociations, et les pourparlers ne débiteront que si la liberté d'expression de toutes les parties est garantie». Et d'ajouter qu'au cours du débat télévisé qu'il a eu avec l'eurodéputé UMP Alain Lamassoure sur la Chaîne parlementaire, celui-ci confirmait son désaccord avec le PP et son projet d'illégaliser toute la gauche abertzale. Au nom d'AB, Peio Etxeberri-Aintxart, précisait que la «*paix n'est pas le fait d'une seule partie. Pour faire la paix, il faut être deux. Paris et Madrid ne peuvent pas exiger du peuple basque qu'il respecte les voies démocratiques et, dans le même temps, l'exclure de l'expression démocratique*». Il ajoutait que «*le problème de fond, c'est le droit du peuple basque à décider de son propre avenir*».

Claude Larrieu de la LCR allait dans le même sens: «*Le droit à l'autodétermination est un droit démocratique fondamental et conditionne tous les autres droits. La répression est une voie contraire à la raison. L'Etat français a pris le même chemin que l'Etat espagnol. La solution raisonnable, c'est le règlement politique*». Et d'appeler à une mobilisation aussi massi-

ve que possible.

De son côté, Manex Pagola, d'EA, appelait à «*l'union des abertzale et de tous les démocrates. Tous les abert-*

accusations contre les prévenus dans la procédure ouverte contre Udalbiltza se sont durcies, on les accuse à présent d'appartenir à une organisa-



zale doivent se retrouver pour faire face à cette politique impérialiste répressive».

Pour Udalbiltza, Xarlo Etxezaharreta soulignait les contradictions de la justice espagnole: «*Il n'y a pas si longtemps, la légalité du travail d'Udalbiltza a été reconnue à nouveau. Quelques jours plus tard, les*

tion armée».

Pour le CDHPB, Michel Berger comparait la répression à la lutte menée contre la grippe aviaire: «*Pour résoudre le problème de la violence, ils utilisent la même méthode que contre la grippe aviaire: pour la grippe aviaire ils tuent tous les volatiles, ici ils emprisonnent tout le monde*»

Deux questions

à Francis POINEAU, membre d'ELB, président de la commission marketing de l'AOC Ossau-Iraty

ENBATA: La présidence de l'AOC Ossau-Iraty revenait cette fois-ci au collège producteurs fermiers. Vous étiez présent pour être porté à cette présidence, or c'est M. Julien Lassalle de la FDSEA qui a été élu à l'unanimité. Que s'est-il passé?

Francis POINEAU: C'est effectivement sur proposition de la famille fermière que Julien Lassalle a été élu à l'unanimité à la présidence de l'AOC Ossau-Iraty. Plusieurs éléments expliquent cette élection. Tout d'abord Julien Lassalle est un fervent défenseur de notre fromage, convaincu de l'intérêt d'un cahier des charges qui donne du sens à notre produit. Il est depuis décembre 2006 membre du comité national de l'INAO chargé des AOC fromagères où la plupart des professionnels sont des présidents de syndicat de défense d'AOC. Il aura donc un rôle important à jouer sur le suivi de l'évolution de notre dossier. Il a le souci de vouloir faire rentrer à l'AOC des fermiers qui jusque-là voulaient s'en démarquer, en particulier en vallée d'Ossau. Enfin, il a une forte motiva-

tion personnelle pour s'engager dans cette responsabilité avec l'envie de partager la tâche avec les autres administrateurs du syndicat.



Bien que membre de la FDSEA, Julien Lassalle a complètement partagé les positions d'ELB sur le contenu du nouveau cahier des charges. Il est aujourd'hui soutenu par ceux qui hier lui reprochaient ses positions: c'est la preuve que les positions d'ELB sont entrain de s'institutionnaliser. Nous laissons à d'autres le soin de se servir des dossiers agricoles pour faire de la

politique politicienne. Julien a une vision très claire du rôle d'une AOC sur son territoire et de sa définition dans la richesse de la diversité et non dans l'uniformisation. C'est pourquoi il veut cultiver la typicité du fromage béarnais et celle du fromage basque au sein de la production fermière.

Enb.: ELB a joué un rôle majeur dans la définition du nouveau cahier des charges de l'AOC, et la FDSEA, après toutes les palinodies de la période électorale, a, in fine, entériné l'essentiel des nouvelles dispositions. Quelle sera votre marge d'action dans les nouvelles instances?

F. P.: Les différents postes ont été répartis de la façon suivante: vice-président: Jean-Claude Mirassou, représentant la société Matocq du groupe Lactalis; co-trésoriers: Frantxo Irigoyen (ELB) et Patrick Etchegaray (FDSEA); secrétaire: Beñat Saint-Esteben (ELB) de la Coopérative Berria. Dans les groupes de travail, la présidence du groupe complémentarité plaine montagne revient conjointe-

ment à Michel Oçafraïn (ELB) et Patrick Etchegaray (FDSEA), et la présidence de la commission marketing à moi-même. Les représentants d'ELB se retrouvent donc à des postes clés dans la gestion du syndicat pour en organiser la promotion et développer les échanges de céréales et de fourrages issus de la zone AOC entre les éleveurs de la montagne et les agriculteurs des coteaux. Il y aura, à côté de la réforme des contrôles pour laquelle un dispositif filière se met en place avec les groupements d'agneaux de lait, les techniciens d'Ordriarp et ceux du syndicat AOC, un travail d'accompagnement auprès des éleveurs pour les aider à surmonter les difficultés qu'ils pourraient rencontrer dans la mise en application du nouveau cahier des charges. A ce titre, Laborantza Ganbara entend bien apporter sa contribution pour conforter les éleveurs dans la démarche AOC. Le nouveau président nous a fait savoir sa détermination à vouloir travailler avec tous ceux qui sont de bonne volonté pour accompagner et renforcer notre AOC Ossau-Iraty.



Un procès sous pression

AUTOUR du procès d'Yvan Colonna, la sphère médiatique s'active à nouveau sans compter. La responsabilité du présumé «*coupable, forcément coupable*» semble difficile à établir? Qu'importe, la culpabilité est de toutes façons collective! Avec un ton volontiers exaspéré, la question corse est à nouveau «*expliquée*» autour des poncifs habituels hérités de Mérimée.

Pour l'opinion publique hexagonale, le procès devait être une simple formalité tant la culpabilité d'Yvan Colonna, proclamée sans relâche durant des années, apparaissait évidente. Et voilà que la «*vérité*» présumée peine à être confirmée. On sent les médias désemparés, à l'image du Canard Enchaîné, pourtant volontiers prolix, qui limite son papier sur le procès Colonna à quelques lignes intitulées: «*la justice devient chèvre*». Le journaliste y évoque «*un dossier plus lourd de soupçons que de preuves matérielles*», et un procès dominé par les enjeux politiques dans une cour d'assises placée sous «*pression venue du sommet de l'Etat*».

Quels sont ces enjeux politiques? La crédibilité de l'Etat tout d'abord, et du chef de l'Etat en particulier, qui, alors qu'il était ministre de l'Intérieur, puis candidat à la Présidence de la République, a toujours assené avec certitude la culpabilité d'Yvan Colonna. Le délit de violation de la présomption d'innocence est condamnable en soi,

mais, ce qui l'aggrave singulièrement, c'est qu'aucune pièce du dossier n'était manifestement en mesure d'étayer une telle certitude. Se pose alors la question de la fiabilité politique de Nicolas Sarkozy, et, au-delà de lui, celle de l'appareil d'Etat en général.

Pas besoin de regarder très loin pour mesurer les conséquences potentielles de telles attitudes. À Madrid en 2003, l'homologue de Nicolas Sarkozy, José Maria Aznar, a agi de même en voulant attribuer à toutes forces à ETA la responsabilité des attentats qui avaient tué près de 200 personnes dans les gares, malgré les nombreux indices qui rendaient évidente l'implication d'Al Qaïda. Pour Aznar, à la veille d'une échéance électorale difficile, l'hypothèse ETA était providentielle, et il s'y est accroché à toutes forces. Le malheur d'Aznar est qu'il n'a pu résister aux éléments matériels que l'enquête mettait à jour, et que la presse relayait. Sans ces éléments contraires, la culpabilité des Basques d'ETA, même sans aucune preuve, aurait sans nul doute été maintenue coûte que coûte jusqu'au bout. Et, dans un box de la Cour spéciale de Madrid, des «*coupables sur mesure*» auraient peut-être été jugés en lieu et place des auteurs véritables.

La Cour spéciale d'Assises de Paris mettra-t-elle un terme à la dérive similaire qui, depuis l'assassinat du Préfet Grignac, conduit la politique de l'Etat

vis-à-vis de la Corse, en rendant un verdict étayé sur des faits incontables? Pour l'instant, la défense marque des points importants, que la presse reconnaît: tir mortel porté à l'horizontale, par un tireur donc suffisamment grand, ce qui n'est pas le cas d'Yvan Colonna, sept témoins du drame qui tous n'évoquent que deux hommes, le tireur et son complice, alors que l'enquête rendue fructueuse par l'examen des téléphones portables désigne expressément Alain Ferrandi et Pierre Alessandri comme présents sur les lieux, et non Yvan Colonna, sans compter les aveux circonstanciés de Pierre Alessandri.

Tout cela n'a pas «*renversé la vapeur*» des journalistes de la presse parisienne, qui, du coup, faute de pouvoir se dévouer à propos des compte rendus d'audience, reviennent sur le «*dossier corse*». La tonalité qui domine est celle du refus de tout dialogue, et du refus d'accorder une quelconque légitimité aux revendications corses. Pour cela on s'en prend aux Corses coupables, contrairement à la totalité ou presque de l'opinion publique française, de ne pas avoir condamné Yvan Colonna avant que son procès n'ait eu lieu. Ils sont coupables aussi de s'attacher à des traditions comme l'hospitalité, de ne pas penser comme Jean Pierre Chevènement ou Bernard Bonnet que les nationalistes ne sont que des mafieux, d'accepter que les idées nationalistes soient largement

partagées et soutenues, de vouloir vivre et travailler au pays, bref de contester l'infaillibilité du modèle français. On sent bien monter leur exaspération de devoir, trente deux ans après les événements d'Aleria, expliquer encore et encore une révolte qui ne s'éteint pas, et qu'ils ne savent pas résoudre car elle appelle une solution politique que presque tout dans le système d'Etat qui régit la France, sa Constitution, ses grands corps dirigeants, sa représentation politique au plus haut niveau, refuse structurellement.

Leurs analyses sont grossières, caricaturales, folkloriques, et même discriminatoires à l'égard d'un peuple corse à qui l'on reproche des atavismes imaginaires romancés par Prosper Mérimée et ses successeurs. La soirée donnée par M6 dimanche dernier a été un sommet du genre, notamment cette «*enquête*» proposée aux téléspectateurs. Et il faut s'attendre à entendre durant plusieurs semaines encore de nombreuses inepties du même acabit.

Pour tous ces journalistes, comme pour l'essentiel de la classe politique parisienne, le procès d'Yvan Colonna devait être celui de la «*fin du nationalisme*». Leurs commentaires illustrent leur profonde déception.

François Alfonsi

Article paru dans *Arritti* n°2064 du 22 novembre 2007.

PRESO

■ **Le sang versé par ETA couvre le déni de justice.** A l'exceptionnelle violation de la présomption d'innocence commise par l'Audiencia Nacional contre des accusés emprisonnés avant de connaître leur sentence, s'est superposé le meurtre par ETA, le premier en France, d'un agent de la Garde civile espagnole.

■ **Le coup de force de l'Audiencia.** Alors qu'ils attendaient avec inquiétude le verdict de leur long procès, annoncé pour les environs du 10 décembre, les 52 accusés du dossier 18 /98 ont appris le 30 novembre l'incroyable décision de l'Audiencia Nacional. La juridiction d'exception a émis à cette date-là 46 mandats d'arrêt, immédiatement exécutoires, contre celles et ceux dont elle craignait «*qu'ils prennent la fuite* ». Ce qui laisse supposer que les condamnations sont appliquées avant même d'être énoncées ! Unique dans l'histoire de la justice, hors Etats totalitaires, évidemment. A partir des premières heures de cette journée «*historique* » de vendredi, 37 personnes étaient interpellées et 3 incarcérées sur le

champ. Selon le réquisitoire du procureur, en mars 2007, après un an de procès éprouvant, ils risquent tous de dix à quinze ans de prison. Personnes installées dans la vie, impliquées dans leurs entreprises ou leur association, ils sont censés faire partie du «*réseau d'ETA*». Samedi matin, les quelques rescapés ont tenu une conférence de presse et appelé à une manifestation populaire pour le lendemain dimanche à Bilbao. La protestation de la rue a été énorme. Des milliers et des milliers de gens pacifiques ont parcouru à midi les avenues de la capitale économique d'Euskadi.

■ **Extradables.** Interpellés sur mandat d'arrêt européen (MAE) du juge Garzon, les deux réfugiés Kontxi Iglesias et Pedro Mari Goikoetxea, ont été laissés en liberté les 22 et 23 novembre par la cour d'appel de Pau. Cette décision est exceptionnelle. Elle a dû être prise en considération de la personnalité des accusés, condamnés dans le passé pour les faits reprochés. La cour doit les convoquer prochainement.

Josune Arriaga n'a pas eu la même

chance. Arrêtée le 26 novembre sur MAE espagnol, elle a été incarcérée à Pau, en attente de comparution.

■ **Kale borroka.** Toujours quelques actions de violence urbaine : le 25 novembre, incendie d'un bureau de poste à Gazteiz, le 30, du tribunal de Markina et de trois distributeurs bancaires à Gazteiz. Six jeunes de Burlata (Navarre) interpellés le 21 novembre pour actes présumés de kale borroka ont dénoncé, après cinq jours de garde à vue au secret, les tortures infligées par la garde civile et la police. Deux d'entre eux ont été relâchés, mais quatre sont poursuivis devant l'Audiencia Nacional pour «*participation à organisation terroriste et détention d'explosifs* » et incarcérés.

■ **Suites de la manif pour Joan Bidart.** La très forte mobilisation le 24 novembre à Garazi pour dénoncer les conditions carcérales des prisonniers basques, conduisant à la tragédie vécue par l'Ortzaiztar Joan Bidart, s'était terminée par des échauffourées à proximité de la gendarmerie. Il y avait

eu de la part de manifestants des jets d'objets et de cocktails molotov, auxquels les gendarmes avaient répondu par des grenades lacrymogènes. Un gendarme a été blessé au pied par un jet de pierre.

Le sous-préfet de Bayonne, Jean Jacques Caron, a, dès le lendemain, annoncé l'ouverture d'une enquête préliminaire confiée par le parquet à la police sur «*ces actes violents, commis avec armes et en groupe, contre les dépositaires de l'autorité de l'Etat*». Le lundi 26, deux gendarmes se sont présentés au siège bayonnais d'EITB pour obtenir le film de la manifestation. Ils sont repartis bredouilles.

Tandis que Joan Bidart, libre, était annoncé à l'hôpital de Bayonne, la gendarmerie procédait le 26 novembre à l'arrestation à Urepele de Jérôme Sanchez. Emmené à Pau, il était placé en garde-à-vue pour répondre lui aussi d'une possible participation aux attentats contre le complexe Ducasse. Il semble que les dénonciations proviennent du jeune cuisinier arrêté au printemps. Finalement, Jérôme a été relâché sans charge dans la journée du 27.

Peigne du vent : le Musée Basque invite au voyage

L'exposition consacrée à l'œuvre emblématique du sculpteur basque Eduardo Chillida et de sa ville Donostia, invite à nous rendre au pied du mont Igeldo.

Sous la houlette de son nouveau manager Rafael Zulaika, le Musée Basque de Bayonne s'affirme comme partenaire et tête de pont dans une politique muséale qui concerne l'ensemble d'Euskal Herria.

« **U**N chant de force pour les hommes, comme un frémissement du large dans un arbre de fer... Le Peigne du vent, ensemble de trois sculptures métalliques dont on fête aujourd'hui le trentième anniversaire de l'installation dans la capitale du Gipuzkoa, est devenu une œuvre emblématique du Pays Basque.

Il s'agit d'abord d'un lieu, à l'embouchure de la baie, dans les plis tectoniques de la Concha, un lieu de rencontre entre les hommes et façonné par les éléments. Entre les rochers et la mer, entre le ciel et la terre, entre le vent et l'eau, entre la nature sauvage et la culture de la ville, entre le commencement et la fin. Eduardo Chillida «offre cette sculpture à son peuple» dans cet entre-deux, cet intervalle, cet intermédiaire. Elle est située à l'extrémité d'une ville, seule réponse connue au foisonnement incontrôlable de l'univers, cité d'une complexité organisée, point d'intersection des forces et des formes, force dégagée de toutes celles qui lui ont donné naissance et forme.

Chaos des origines

Avec son ami l'architecte Luis Peña Ganchege, Eduardo Chillida modèle une jetée par un jeu de gradins et de terrasses en granit rose moucheté qui mettent en valeur mouvements et articulations, ruptures et replis de la stratification côtière. Ces marches, ces lignes et ces plans sont ceux de Saint-John Perse, là où le poète affirma : «Les tragédiennes descendaient des terrasses les bras chargés de roseaux noirs». Elles nous préparent à ce qui va suivre.

En un geste prométhéen, dans un immense chaos des origines, parmi les masses rocheuses balayées par les assauts de l'océan, Eduardo Chillida scelle trois sculptures métalliques d'une dizaine de tonnes chacune. Il les a forgés à Legazpi. Sous la dernière terrasse, il creuse une grotte où s'engouffrent les vagues. Sept bouches s'ouvrent sous les pas du marcheur. L'air saturé d'eau et de sel jaillit à marée haute et parfois un arc-en-ciel traverse le ciel. Le pilonnement sourd de la houle fait trembler le sol. Nous entendons le souffle et la pulsation cardiaque d'Eole et de Neptune qui battent à nos pieds.

Dans cet opéra total, se déploie alors le lyrisme du chant premier d'Amers : «Et vous, Mers, qui lisiez dans de plus vastes songes, nous laisserez-vous un soir aux rostres de la Ville, parmi la

Pierre publique et les pampres de bronze ? (...) La Mer immense et verte comme une aube à l'orient des hommes, la Mer en fête sur ses marches comme une ode de pierre...». Les rostres scellés par Eduardo Chillida, la puissance et l'ampleur du site convoquent ici les plus grands noms de la pensée, de la poésie. Ils invitent à les lire en ces lieux qui changent du tout au tout, au gré du climat. Par gros temps, ce sera la violence des Chants de Maldoror de Lau-



tréamont ou celle de la tempête dans *King Lear*, quand les vagues se fracassent sur la roche. Au contraire, lors d'une aube à marée basse qui sera celle du matin du monde face à l'inconnu de l'horizon, la pensée des présocratiques grecs, d'Héraclite à Parménide, ou la parole de Martin Heidegger seront présentes. Quand la bruine du xirimiri ouate ces lieux, la texture raréfiée mais plus dense des pages d'André du Bouchet aura alors droit de cité. C'est dire la multiplicité et la force des émotions que génère le travail d'Eduardo Chillida.

L'art vit de contraintes

La présentation que nous en fait le Musée Basque a le mérite de montrer l'œuvre dans son déploiement. Le Peigne du vent traverse la vie de Chillida de 1952 à 1999 sous la forme de 23 sculptures de différentes dimensions, mais aussi de dessins, de gravures, d'ébauches et de plans. Plusieurs films montrent l'artiste au travail, dessinant dans son atelier ou à la Fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence, réalisant sa série de terres chamottées. Mais c'est à la forge industrielle Patricio Echeverria à Legazpi qu'Eduardo Chillida se hisse à la hauteur d'un Héphaïstos de notre temps.

Dans les années 50, il a appris le métier de forgeron chez un artisan de Hernani. Pour réaliser des sculptures métalliques monumentales, il dirige et participe à la manœuvre, avec une équipe d'ouvriers basques, parmi marteaux pilons, chalumeaux et fours d'une usine. Car notre sculpteur ne fait pas exécuter ses œuvres par d'autres, comme de trop nombreux artistes que la charité chrétienne nous interdit de nommer.

Acteur majeur dans sa création, voici

gigantesque. «Je ne suis qu'un archer qui tire dans le noir», pourrait dire Eduardo Chillida après Gustav Mahler.

Ici, pas de socle. Les fers de Chillida viennent s'inscrire dans le sol. Ils se donnent comme des nervures ou des herbes capables de vibrer sous les masses contraignantes de l'air. L'appui qu'ils sollicitent, la gracilité apparente de leurs membrures, ne sauraient toutefois masquer la force qui les habite. Sculpture rostrale, le Peigne du vent auquel demeure attaché quelque chose du vouloir furieux des Cyclopes, serait bien, dans son arc-boutement superbe contre les énergies de la mer, la manifestation la plus grave, la plus joyeuse aussi, du défi porté par Chillida au règne de l'espace. Et le fer qui a hurlé sous la flamme jusqu'à figurer ces hampes dressées dans le ciel, voit les vagues et le vent s'y labourer en longs sillages... Chillida ne bâtit pas un art de piédestal, mais une œuvre de promontoire. Il lance vers le large l'étrave altière de la volonté.

Pays de marin et de bergers, disent les images d'Epinal à propos du Pays Basque. Mais sait-on que c'est aussi un pays de forgerons? La tradition sidérurgique d'Hegoalde est connue depuis des siècles. La fabrication du fer à Arrosa récemment révélée par les travaux de l'archéologue Argitxu Beyrie, ou encore Bayonne «cité des Faures», confirment cette vocation. Que le Musée Basque ose nous présenter aujourd'hui les travaux d'un forgeron contemporain de notoriété internationale est de bon augure. «Chillida veut que le fer nous révèle des réalités aériennes. (...) Il éveille la rêverie du fer en liberté» (1). Merci au Musée Basque de nous faire rêver et retrouver cette histoire lointaine où «passé et présent sont souvenirs du futur».

Arnaud Duny-Pétre

(1) Gaston Bachelard dans un texte préliminaire pour la première exposition individuelle d'Eduardo Chillida à la galerie Maeght en 1956 : «Le Cosmos du fer» (Derrière le miroir n°90-91).

■ Le Musée basque présente cette exposition jusqu'au 6 janvier 2008 et propose le jeudi 13 décembre une visite du musée Chillida leku à Hernani et du Peigne du Vent à Saint-Sébastien. Prix de la journée, repas compris : 40 euros. Inscriptions au Musée basque, 37 quai des Corsaires, Bayonne. Tél. : 05 59 46 61 90.



Escalades

Jakes Bortayrou

COMME souvent au Pays basque, des événements se télescopent provoquant stupeur et réactions en chaîne, au sein d'une société basque pourtant habituée aux soubresauts issus d'un conflit toujours sans solution. Ce fut de nouveau le cas ces jours derniers.

La rafle préventive au verdict du procès 18/98 tout d'abord, dramatique innovation de l'appareil judiciaire espagnol. Si en matière de lois répressives les limites avaient souvent été repoussées ces dernières années, on assiste aujourd'hui à une nouvelle rupture dont les premiers à se soucier devraient être tout-e-s les démocrates espagnol-e-s, tant elle témoigne de la gangrène avancée de l'Etat de droit outre-Pyrénées.

Tout a été dit sur ce macro-procès politique hors normes, la thèse paranoïaque et délirante du juge Garzon, les conséquences très dures pour beaucoup des accusés de ces 16 mois d'audience. Le pire était à venir. La sentence s'annonce comme une pure et simple vengeance en réponse à la rupture de la trêve, une vulgaire prise d'otages qui anéantit le principe de la séparation des pouvoirs. Plusieurs éléments concordant confirment cette thèse, comme les menaces des représentants espagnols au moment de la rupture des négociations ou à contrario les propos «off» du procureur sur l'inanité d'un tel procès en période de trêve.

Absence de preuves matérielles à charge, abolition du principe de la responsabilité individuelle et assimilation définitive d'objectifs politiques comme la souveraineté du Pays Basque à un crime vont être couronnés par des condamnations démentielles. Une telle logique appliquée en

Pays Basque Nord verraient, outre bon nombre de militant-e-s politiques, les Demos ou les responsables de Laborantxa Ganbara incarcérés pour incitation à la désobéissance civique. Cette nouvelle barre franchie, le pire est à craindre pour les procès à venir : Udaltzita, Askatasuna



« La sentence s'annonce comme une pure et simple vengeance en réponse à la rupture de la trêve... »

ou Batasuna. Escalade aveugle du pouvoir mardilène, de laquelle il risque de ne pas ressortir indemne en vertu d'une dynamique souvent vérifiée ailleurs et dont la déclinaison locale serait qu'en menant la politique du PP, Zapatero ne fait que renforcer le PP.

Rejoignant la longue liste des prisonniers politiques basques, les 18/98 sont aussi des prisonniers d'opinion dont la libération immédiate doit être exigée par toute personne se revendiquant démocrate au Pays Basque, en Espagne ou en France. Dans de telles circonstances où l'appel à la solidarité devraient viser, même sans illusion, l'ensemble de la société basque et notamment les électeurs du PNV et du PSOE, le mélange des registres avec un discours extrêmement virulent des accusé-e-s dénonçant les nouvelles du-

peries du PNV pose question.

Et puis les événements de Capbreton. Logique de guerre. Pas de quartier. Stupéfiants pour tout un chacun. Assentiment forcément discret pour certains. Souvenirs qui remontent pour d'autres : Baigorri, Léon... Schizophrénie secrète chez beaucoup d'abertzale. Militant-e-s si proches par leur révolte, leur volontarisme, leur idéal. La hantise de les voir finir criblé-e-s de balles dans un contrôle de gendarmerie Et si loin, dans leur logique de sacrifice au nom du peuple, persistant dans une stratégie désormais impuissante à servir les objectifs qu'elle se donne, pendant que la société réelle, pour partie indifférente, est profondément divisée, spectatrice allant d'espoirs en déceptions.

Événements pourtant pas si surprenants. La trêve est terminée et la possibilité d'actions mortelles semblait à l'ordre du jour. Reste le lieu. Ce qui paraît à peu près clair c'est qu'il n'y a pas eu préméditation. Impossible d'en conclure que la décision de réaliser une action armée sur le territoire français a été prise par ETA. A l'inverse rien ne permet de dire que celle d'assumer une confrontation armée avec la police espagnole et française sur le territoire français même hors cas de légitime défense n'a pas été prise. Escalade?

«Le devoir d'un révolutionnaire c'est de faire la révolution» disait un Argentin bien connu, que l'on pourrait traduire pour un abertzale : «C'est de libérer son Pays». Mais cela voulait surtout dire qu'il/elle doit interroger ses actes en permanence et sans concession, en regard de l'avancée du combat et de l'accumulation objective des forces vers l'objectif final.

Guk euskaraz, zuk zergatik ez ?

(Bigarren orrialdearen segida)

Noski, Iparraldeko 158 herrietan, lehen mailako eskola publikoa duen bakoitzean, ikastola baten atxemaitetik oraino urrun gira Seaskak dituen 21 lehen mailekin!

«Zuk»ean aldiz, badakigu sartzen ahal ditugula Iparraldeko biztanle guziak! Erdaldunak, noski, eta arrazoin baten edo bestearen gatik euskara erabiltzen ez duten euskaldun guziak ere!

Azkenik, «zergatik ez?» famatua... segurrenik «debekuen» garaikoa... behar-ko ginuke gaur egundu «zergatik bai!»a edo euskararen erabilpenaren interesa azpimarratuz!

Nola? Ikastoletara familia berrien ekarrarazteko erabiltzen diren argumentoekin! Euskarazko murgiltze sistemari esker lortzen den haurren elebiduntasunaren alde onak azpimarratuz!

Alabainan, Iparraldean, elebiduntasuna «bi murgiltzek» dute lortarazten... eta ez hezkuntza sistema elebidun batek!

Gaur egun, lehen murgiltzea, Iparraldeko jendartean nagusi den frantses hizkuntzak segurtatzen du.

Bigarrena, ikastolan eta ikastola inguruko aktibitateetan dugu. Denak

euskaraz antolatutak dira osoki eta segurtatzen dute euskararen menperatzea.

Horri gehitzen ahal zaio haurren gaztaroko elebiduntasunak haurrei bereri soinuaren entzuteko eta errepikatzeke ahalmena haundituko diela.

Bestalde, hizkuntza bakoitxak errealitatea bere modura moztzen edo aurkezten du. Hizkuntza bakoitxari munduaren ikusmolde bat edo pentsatzeko molde bat lotzen ahal zaio... eta ondorioz haurrek munduaren aurkezpenaren errelatibitatea hizkuntzen bidez senditzen dute. Gainera, haur elebidunak, hizkuntza bakoitzean bere nortasuna atxematzen du eta ondorioz beste edozoin hizkuntzaren ikuspuntua onartzeko gaitasun gehiago badu.

Gehi dezagun, hizkuntzen ikasketek matematiketen ikasketak erabiltzen dituen burumuineko ber guneak erabiltzen dituela. Hots gaztaroko elebiduntasunak abstrakzio eta kontzeptualizazio gaitasunak indartzen ditu. Beraz, zuen inguruan 0 eta 3 urteko haurrak dituzten jende guziei dudarik gabe luza Ikastolen mezu eta gomita... denek bai erran diezaiozun euskarari!

Sur votre agenda

Abendoa:

✓ **Dimanche 9, 17h, HENDAIA** (au Château d'Abbadia) Concert Jean-Louis Laka et Perruketak taldea.

✓ **Lundi 10, 20h 30, AINIZA MONJELOSE** (Laborantxa Ganbara) Présentation de l'étude «Impacts du projet 2X1 voie avec créneaux de dépassement sur le monde agricole».

✓ **Jeu 13, départ 9h, BAIONA** (Musée Basque) Visite au Musée Chillida leku à

Hernani.

✓ **Vendredi 14, 18h, PARISE** (Euskal Etxea) Assemblée générale de Lokarria et soirée festive.

■ **Lan eskaintza.**

Pariseko Euskal Etxea recherche un-e gestionnaire de site pour accueil physique et téléphonique, gestion du foyer d'hébergement et animation. Envoyer LM + CV à Mr le président d'Euskal Etxea, 59 avenue Gabriel Péri, 93400 St Ouen.

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190.

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

● Position d'AB sur la manif du 15 4

● Peigne du vent11

Cahier n°2 «Alda!» .. quatre pages de 5 à 8